

HUMANITÉS | CHRONIQUE

Au Mali, l'aide au développement tue l'Etat



par Philippe Bernard

Ce sourire-là d'un chauffeur de taxi de Bamako ne s'oublie pas. En plein embouteillage, sa voiture était coincée face à une affiche d'une ONG occidentale. « *Donneriez-vous votre fille à cet homme ?* », interrogeait la publicité sur fond de photo d'un digne vieillard à barbe grise. Pour les promoteurs de cette campagne en faveur des droits des femmes, la réponse – négative – allait certainement de soi. Pas pour le conducteur, un père de famille malien : « *Tout le monde répond "oui" à cette question car l'homme a l'air riche* », avait-il commenté. C'était il y a dix ans. Vu de France, le Mali était encore considéré comme une vitrine démocratique, l'un des meilleurs élèves de la politique africaine de la France.

Mais le ver était dans le fruit : l'ignorance des réalités sociales africaines et l'illusion qui fait croire aux bailleurs de fonds (Etats étrangers, agences de l'ONU et ONG) que leur puissance financière leur assure la prééminence dans des pays parmi les plus pauvres du monde, et qu'une soumission formelle à leurs principes (égalité femmes-hommes, transparence financière, élections) vaut adhésion. La suite a montré la vanité de ces promesses, le piège de ces faux-semblants et la perversité de mécanismes d'aide qui, conçus à l'étranger, ont peu à peu phagocyté un Etat déjà faible et corrompu.

Si le Mali a basculé pour se trouver aujourd'hui livré au djihadisme et à la violence, c'est d'abord parce que les islamistes chassés de l'Algérie frontalière ont transformé en sanctuaire son immense désert. C'est surtout que l'intervention occidentale en Libye et la chute de Khadafi, fin 2011, ont disséminé sur son territoire quantité de combattants et d'armes. Mais ces déflagrations n'ont servi que de détonateur dans un pays où les religieux avaient déjà pris la main sur les questions sociales, abandonnées par les autorités et sous-traitées aux ONG.

Rhétorique

Dès 2009, l'imam salafiste Mahmoud Dicko, aujourd'hui pivot de la vie politique malienne, avait remporté son premier succès : sous la pression de plus de 50 000 fidèles réunis au grand stade de Bamako, il avait obtenu l'annulation d'une réforme du code de la famille accordant davantage de droits aux femmes. L'adoption de ce texte était l'une des conditions posées par l'Union européenne pour le versement de son aide.

La rhétorique de la recolonisation culturelle, selon laquelle les Européens – et singulièrement les Français, anciens colonisateurs – cherchent à imposer des mœurs étrangères au pays, n'a pas cessé, depuis lors, d'être utilisée par l'imam Dicko pour mobiliser les foules contre des dirigeants et un Etat

d'autant plus prompt à céder aux injonctions extérieures qu'il ne peut rien entreprendre sans l'aide internationale.

Avec un succès tel que le religieux, partisan de l'instauration d'une République islamique, apparaît désormais comme une figure incontournable pour l'avenir politique du pays, rendu encore plus incertain par le coup d'Etat militaire qui, le 18 août, a renversé le président Ibrahim Boubakar Keïta.

Les mécanismes qui ont accéléré la déliquescence de l'Etat malien sont évidemment complexes. A la pauvreté endémique – un Malien sur deux vit avec moins de 1,90 dollar par jour (seuil international de pauvreté) – liée à l'absence de richesse naturelle et entretenue par une démographie incontrôlée, s'ajoutent les politiques libérales de désengagement de l'Etat et de privatisations imposées par les institutions internationales, à partir des années 1980, sous prétexte de désendettement. En 1991, le renversement de la dictature militaire a permis l'instauration d'une démocratie marquée par une liberté de parole et une floraison de projets de développement.

Fonctions vitales

Mais les ONG financées de l'étranger, présentées comme les fers de lance d'une prétendue « bonne gouvernance » par le biais de la société civile, ont achevé de dépouiller de ses compétences un Etat jeune et fragile en prenant en charge ses fonctions vitales – développement, santé, école.

Jean-Pierre Olivier de Sardan, anthropologue franco-nigérien et directeur de recherches au CNRS, décrit ce mécanisme qui transforme un Etat assisté en un « Etat rentier » de l'aide au développement, métamorphosant cette manne vitale en « *malédiction* ». « *L'objectif des dirigeants est d'en capter le maximum en endossant le discours des donateurs, explique-t-il. Le rêve des fonctionnaires est d'être recrutés par une ONG offrant des salaires largement supérieurs à leur traitement. Cette logique aboutit à une perte d'initiative et de compétence pour l'Etat.* »

L'intervention de l'armée française, justifiée par la menace d'un éclatement du pays et de sa prise en main par les djihadistes, n'a fait que rendre plus criante la décrépitude des autorités publiques. Cette externalisation de la plupart des prérogatives régaliennes a fourni de l'eau au moulin des islamistes, qui dénoncent la mainmise de l'étranger. « *La charité distribuée par des religieux qui dénoncent l'Etat prédateur est mieux admise par la population que l'aide des ONG occidentales, perçues comme porteuses d'une idéologie exogène et comme impuissantes en termes de développement* », assène Gilles Holder, anthropologue du CNRS basé à Bamako, spécialiste des religions au Mali.

A force de quiproquos et de faux-semblants, l'aide au développement, pourtant indispensable dans un pays en proie à la misère, a participé au dépeçage de l'Etat et, indirectement, à la montée d'une version intolérante et politique de la religion musulmane, éloignée de l'islam malékite malien.

L'avertissement du « taximan » de Bamako résonne terriblement, une décennie plus tard. D'un continent à l'autre, de riche à pauvre, les évidences varient. Mais partout, on gagnerait à écouter les chauffeurs de taxi.